

## LES ÉLEVEURS ET L'INFORMATION FOURRAGÈRE

### PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE

**A**U PRINTEMPS 1977, GRACE A UN FONDS DE CONCOURS VERSE PAR L'UNION INTERPROFESSIONNELLE DES SEMENCES FOURRAGERES, L'ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA PRODUCTION FOURRAGERE a pu réaliser une importante enquête auprès d'un millier d'éleveurs. L'objectif en était ainsi défini : « Avoir une vue de la situation actuelle des exploitations d'élevage sous l'angle de la production et de l'utilisation des fourrages (place des différents types de fourrages, espèces utilisées, degré d'intensification, mode d'utilisation et valorisation) et, surtout, envisager les évolutions possibles, les tendances probables, les motivations des agriculteurs en ce qui concerne les problèmes fourragers ainsi que les influences qui s'exercent sur eux ».

*par D. Rampon,  
R. Desroches,  
A. Hentgen et D. Dattée.*

Les régions choisies avec l'aide des Instituts techniques de l'élevage (I.T.E.B. et I.T.O.V.I.C.) sont en principe représentatives de conditions naturelles et de types d'élevage bien différenciés. Ce sont les suivantes :

- |                           |                               |
|---------------------------|-------------------------------|
| 1. Littoral morbihanais   | Département du Morbihan       |
| 2. Choletais              | Département du Maine-et-Loire |
| 3. Bocage ornais          | Département de l'Orne         |
| 4. Barrois                | Département de la Meuse       |
| 5. Plateau lorrain sud    | Département de la Moselle     |
| 6. Plateau moyen du Jura  | Département du Doubs          |
| 7. Bresse                 | Département de l'Ain          |
| 8. Nivernais central      | Département de la Nièvre      |
| 9. Plateau de Millevaches | Département de la Corrèze     |
| 10. Coteaux du Gers       | Département du Gers.          |



Carte des régions naturelles visitées au cours de l'enquête sur les productions fourragères réalisée par l'A.F.P.F.

En outre, une onzième région, celle des Grands Causses dans le département de l'Aveyron, a également fait l'objet d'une enquête, mais le caractère particulier de l'échantillon dans lequel ne figurent que les éleveurs de moutons d'une part, le fait que cet échantillon n'a pas été traité de façon homogène avec ceux des autres régions d'autre part, ont rendu difficile la prise en compte de cette région dans la présente étude.

Pour chaque région naturelle, grâce à l'aide de la Direction Départementale de l'Agriculture du département concerné, un échantillon d'une centaine d'éleveurs a été établi par tirage au sort d'un certain nombre de communes, puis d'un certain nombre d'éleveurs par commune et ajustement final afin de rendre cet échantillon représentatif tant du point de vue de l'âge des exploitants que de la taille de leur exploitation et de leur cheptel.

Dans la Corrèze la zone enquêtée couvrait en fait deux régions naturelles : le Plateau de Millevaches et le Haut-Limousin, contrairement aux autres départements où l'enquête portait toujours sur une région naturelle homogène. L'échantillon a donc été scindé en deux groupes d'une cinquantaine d'éleveurs chacun, correspondant aux deux régions distinctes.

L'enquête a été réalisée de mars à juin 1977 par onze élèves de 3<sup>e</sup> année des établissements d'enseignement supérieur agronomique, ce travail devant leur servir de mémoire de fin d'études (1).

Un questionnaire très détaillé a été mis au point par le Service d'expérimentation et d'information de l'I.N.R.A., avec la participation de membres de l'A.F.P.F. particulièrement intéressés (Instituts techniques, Union interprofessionnelle des semences fourragères, Bureau d'étude et de diffusion des techniques fourragères, etc.). Ce questionnaire fut préalablement testé par les enquêteurs dans un département normand, le Calvados.

Pour chacune des régions, un dépouillement a été fait à partir des réponses obtenues, et un rapport rédigé dans lequel les singularités régionales sont plus spécialement mises en relief. Pour ce faire, les échantillons ont été fractionnés selon deux critères différents, sinon indépendants.

---

(1) Nous remercions particulièrement les professeurs d'agronomie et les élèves de 3<sup>e</sup> année des cinq établissements : Institut National Agronomique de Paris-Grignon, Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Nancy, Ecole Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles de Bordeaux, Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Montpellier, Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Toulouse, qui ont accepté de superviser ou de réaliser les enquêtes régionales.

- 1° Selon l'avenir des exploitations, on distingue trois groupes :
- Groupe A<sub>1</sub> : éleveurs de moins de 40 ans . . . . . (257 éleveurs)
  - Groupe A<sub>2</sub> : éleveurs de plus de 40 ans ayant un successeur probable ou assuré . . . . . (398 éleveurs)
  - Groupe A<sub>3</sub> : éleveurs de plus de 40 ans n'ayant pas de successeur . . . . . (311 éleveurs)
- 
- Echantillon total . . . . . (966 éleveurs)

- 2° Selon le critère d'ouverture technique et sociale des exploitants, on distingue trois niveaux :
- Groupe T<sub>1</sub> : niveau élevé . . . . . (266 éleveurs)
  - Groupe T<sub>2</sub> : niveau moyen . . . . . (341 éleveurs)
  - Groupe T<sub>3</sub> : niveau faible . . . . . (359 éleveurs)
- 
- Echantillon total . . . . . (966 éleveurs)

La répartition des exploitants dans ces trois derniers groupes s'est faite sur la base d'une « note d'ouverture technique et sociale » calculée à partir des réponses obtenues à un ensemble de dix-sept questions, neuf d'entre elles portant sur l'adoption de techniques d'exploitation intensives (pâturage tournant ou rationné, culture de maïs ou de graminées pures ou associées, pratique de l'ensilage, etc.) et les huit autres sur la formation et l'ouverture de l'exploitant vis-à-vis de l'extérieur (contacts avec des techniciens, adhésion au contrôle laitier, au centre de gestion, responsabilités extérieures, etc.).

Ces deux séries de trois groupes ont également servi à interpréter les réponses dans un certain nombre de rapports de synthèse (1). Le premier d'entre eux, consacré à l'information des éleveurs en matière de fourrages, fait l'objet de la présente étude.

---

(1) Pour alléger le texte, dans lequel il est fréquemment fait appel à cette double classification, les abréviations T<sub>1</sub>, T<sub>2</sub>, T<sub>3</sub> et A<sub>1</sub>, A<sub>2</sub>, A<sub>3</sub> sont la plupart du temps utilisées sans rappel de leur définition. Nous nous excusons auprès du lecteur de lui demander de se reporter lui-même aux définitions données ci-dessus.

## RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE RELATIFS A L'INFORMATION FOURRAGÈRE DES ÉLEVEURS

Parmi les questions posées aux 966 éleveurs représentatifs des dix régions énumérées plus haut, vingt-neuf avaient trait à la nature et à l'efficacité des différentes sources d'information que les éleveurs ont à leur disposition pour tenir à jour leurs connaissances et pour éventuellement mettre en pratique les notions nouvelles.

Ces questions et les réponses qui ont été recueillies ont été regroupées en deux grands chapitres relatifs à l'information écrite d'une part, à l'information orale d'autre part, ainsi qu'en deux chapitres annexes concernant les références régionales souhaitées par les éleveurs et les délais d'adoption de la nouveauté.

### I. - L'INFORMATION ÉCRITE

#### 1° La presse

##### a) Son influence sur les éleveurs

Une question situe d'emblée l'influence que peut avoir la presse sur les décisions des éleveurs : « Y a-t-il des articles qui vous ont servi à changer quelque chose dans votre exploitation ? »

31 % des éleveurs ont répondu oui, 54 % ont répondu non et 15 % ne se sont pas prononcés.

Comme il fallait s'y attendre, l'impact de la presse est plus important chez les éleveurs ayant un niveau élevé d'ouverture technique et sociale :

T <sub>1</sub> oui : 44 %	T <sub>2</sub> oui : 39 %	T <sub>3</sub> oui : 21 %
non : 43 %	non : 51 %	non : 62 %
NSP : 13 %	NSP : 10 %	NSP : 17 %

Par contre, les réponses varient peu en fonction de l'âge (moins de 40 ans ou plus de 40 ans). On détecte cependant une influence de la presse moindre chez les éleveurs qui n'ont pas de successeur :

A <sub>1</sub> oui : 34 %	A <sub>2</sub> oui : 35 %	A <sub>3</sub> oui : 23 %
non : 52 %	non : 50 %	non : 57 %
NSP : 14 %	NSP : 15 %	NSP : 20 %

Entre régions, les différences sont considérables :

	oui	non	NSP
Littoral morbihanais .....	21 %	48 %	31 %
Choletais .....	8 %	65 %	27 %
Bocage ornais .....	10 %	46 %	44 %
Barrois .....	40 %	55 %	5 %
Plateau lorrain sud .....	70 %	24 %	6 %
Plateau moyen du Jura .....	30 %	53 %	17 %
Bresse .....	37 %	61 %	2 %
Nivernais central .....	40 %	42 %	18 %
Plateau de Millevaches .....	11 %	89 %	—
Haut-Limousin .....	30 %	70 %	—
Coteaux du Gers .....	33 %	64 %	3 %

Ces résultats régionaux sont donnés à titre indicatif pour illustrer la disparité des comportements vis-à-vis de la question posée. Nous nous interdisons, dans cette étude, de donner des explications à tel ou tel comportement régional, celui-ci devant être replacé dans le contexte de l'ensemble des réponses recueillies dans la région considérée, comme cela fut fait dans les rapports régionaux.

#### b) Presse nationale ou presse régionale

Les journaux agricoles régionaux ou départementaux, que nous rassemblerons par commodité sous l'appellation de « journaux régionaux », sont reçus par 85 % des éleveurs. Les journaux nationaux, de leur côté, sont reçus par 8 : 52 % des éleveurs et les journaux spécialisés en élevage par 10 % seulement.

La lecture des journaux régionaux varie peu d'un groupe à l'autre, bien que les éleveurs les plus jeunes ou ceux dont le niveau technique est élevé s'y intéressent un peu moins que les autres. Par contre, ces éleveurs « T<sub>1</sub> », qui délaissent un peu la presse régionale, sont ceux qui de très loin s'intéressent le plus à la presse agricole nationale :

T <sub>1</sub>	82 %	A <sub>1</sub>	63 %
T <sub>2</sub>	48 %	A <sub>2</sub>	61 %
T <sub>3</sub>	38 %	A <sub>3</sub>	40 %

Mais, vis-à-vis de la presse spécialisée en élevage, les groupes T<sub>1</sub> et A<sub>1</sub> se détachent à peine des groupes T<sub>2</sub> et A<sub>2</sub>. On se serait attendu, de la part des premiers, à des taux de lecture plus élevés par rapport à la moyenne de 10 % :

T <sub>1</sub>	13 %	A <sub>1</sub>	11 %
T <sub>2</sub>	12 %	A <sub>2</sub>	10,5 %
T <sub>3</sub>	7 %	A <sub>3</sub>	8,5 %

— Les régions ont des comportements assez peu différents vis-à-vis des publications régionales : sauf dans la Bresse où leur taux de lecture n'est que de 55 %, ces dernières sont lues par au moins 75 % des éleveurs, quand ce n'est pas par la totalité (Morbihan et Barrois).

— Dans cinq régions, les revues spécialisées sont absentes ou presque : dans le *Morbihan*, la *Bresse* et le *Plateau lorrain*, aucun éleveur des échantillons enquêtés ne lit régulièrement une revue d'élevage ; dans le *Doubs* et le *Haut-Limousin*, les enquêteurs ont rencontré chacun un seul éleveur recevant une revue technique. Le Bocage ornais, par contre, est la seule région dans laquelle une revue spécialisée en élevage soit lue assez largement. Cette revue est celle de la laiterie qui, bien sûr, est diffusée systématiquement et gratuitement.

Si, en moyenne, la moitié des éleveurs de l'échantillon lisent une revue de diffusion nationale (*La France Agricole* le plus souvent, puis *La Terre* et *Agri-Sept*), il existe entre les régions des écarts considérables :

- dans le Plateau lorrain et le Barrois, la grande majorité des éleveurs enquêtés lisent la presse nationale (85 % et 95 %) ;
- dans le Plateau de Millevaches et le Gers, il n'y en a plus que 65 % et dans la Nièvre 60 % ;

— dans le Doubs, le Choletais et la Bresse (30 %) et surtout dans le Bocais ornais (15 %), les revues nationales semblent avoir peu de lecteurs.

c) *Nature des articles recherchés*

Les éleveurs ont été questionnés sur la nature des articles techniques qu'ils recherchent dans la presse agricole.

Les réponses ont été les suivantes :

— Elevage en général .....	19 %
— Alimentation animale .....	2 %
— Culture de l'herbe .....	4 %
	<hr/>
	25 %

Toutes les autres réponses concernent autre chose que l'élevage (machinisme, variétés de céréales...). Par conséquent, de l'aveu même des éleveurs, s'il leur arrive de lire un article technique parlant d'élevage, dans plus de trois cas sur quatre ils ne l'avaient pas recherché. L'opinion persiste donc selon laquelle l'élevage ne s'apprend pas dans les livres, ni à plus forte raison dans les journaux. Quant aux articles sur la culture de l'herbe, ils ne se trouvent recherchés que dans un cas sur vingt-cinq...

La jeunesse des exploitants comme l'élévation de leur niveau technique les entraîne à lire plus souvent des articles traitant d'élevage. Cependant, dans aucun des groupes (même T<sub>1</sub>), ni d'ailleurs dans aucune région (même le Plateau lorrain où les éleveurs se déclarent le plus influencés par leurs lectures), le cumul des réponses positives aux trois questions ci-dessus n'atteint 50 %.

d) *Longueur des articles*

On a cherché à savoir quelle longueur maximale devait avoir un article technique pour être lu. La question était la suivante : « Vous lisez un article technique s'il n'a pas plus de :



Les réponses ont été rassemblées en trois groupes :

(1) 1/2 page ou moins . . . . .	15 %
(2) environ 1 page . . . . .	13 %
(3) 2 pages ou plus . . . . .	42 %
sans opinion . . . . .	30 %

On observe une nette gradation entre les classes de niveaux techniques différents comme on pouvait s'y attendre ; plus l'éleveur est d'un niveau technique élevé, plus il accepte de lire des articles longs. La proportion d'éleveurs s'arrêtant aux environs d'une page est, quant à elle, presque constante quelle que soit la catégorie d'éleveurs considérée.

Si l'influence du niveau technique de l'éleveur est nette, les disparités régionales sont elles aussi importantes ; ainsi, les éleveurs du Plateau de Millevaches refusent six fois sur dix de lire un article de plus d'une demi-page, alors que ceux du Plateau lorrain ou du Barrois indiquent neuf fois sur dix qu'ils lisent un article technique jusqu'au bout, quelle que soit sa longueur, du moment que son contenu les intéresse.

#### e) *Signature des articles*

On a enfin cherché à savoir si le fait que les articles techniques soient signés modifie la façon dont ils sont reçus.

A la question : « *La signature des articles techniques vous les rend-elles plus crédibles ?* », les réponses apportées ont été les suivantes :

- oui : 15 %,
- non : 70 %,
- NSP : 15 %.

Les variations entre groupes de niveau technique différent aussi bien qu'entre groupes d'âge ou d'avenir différent sont négligeables. Entre les régions, les variations sont par contre assez importantes, mais elles concernent surtout la proportion de réponses non exprimées sauf dans les trois régions suivantes :

— le Bocage ornais, où les éleveurs ont répondu le plus souvent par l'affirmative ;

— le Plateau de Millevaches et le Haut-Limousin (les deux sous-régions distinguées dans le département de la Corrèze) où par contre la totalité des éleveurs ont répondu par la négative.

## 2° Les publications commerciales

Les documents publiés par des firmes commerciales : prospectus, brochures, notes techniques ou autres, sont lus par la majorité des éleveurs :

Éleveurs lisant ces documents .....	57 %
Éleveurs ne les lisant pas .....	33 %
Ne savent pas ou ne se prononcent pas .....	10 %

Les éleveurs appartenant au groupe T<sub>1</sub> (note d'ouverture technique et sociale élevée) ont plus tendance à lire la documentation commerciale que ceux des autres groupes. Il en va de même des jeunes et de ceux dont la succession est assurée (A<sub>1</sub> et A<sub>2</sub>) :

T <sub>1</sub> : 68 %	A <sub>1</sub> : 63 %
T <sub>2</sub> : 54 %	A <sub>2</sub> : 58 %
T <sub>3</sub> : 55 %	A <sub>3</sub> : 48 %

Selon les régions, le taux de lecture des documents édités par des fournisseurs varie énormément :

Littoral morbihanais .....	35 %
Choletais .....	65 %
Bocage ornais .....	76 %
Barrois .....	60 %
Plateau lorrain sud .....	64 %
Plateau moyen du Jura .....	42 %
Bresse .....	71 %
Nivernais central .....	51 %
Plateau de Millevaches .....	21 %
Haut-Limousin .....	50 %
Coteaux du Gers .....	68 %

Il est intéressant de remarquer que les deux régions où la lecture des documents commerciaux est la plus systématique, à savoir le Bocage ornais et

la Bresse, sont aussi celles où les lecteurs de la presse nationale sont les moins nombreux. Le manque d'informations techniques résultant du fait que les éleveurs de ces régions ne s'abonnent pas aux journaux ou revues qui pourraient leur apporter ces informations est, semble-t-il, compensé par une lecture plus assidue des documents procurés par les fournisseurs. Ce phénomène n'est pas partout aussi net, mais il existe dans la plupart des régions visitées.

Les éleveurs des régions où le taux de lecture de la presse agricole nationale est le plus élevé : Barrois, Plateau lorrain et Gers, ne se privent cependant pas du complément d'information que constituent les brochures et autres documents commerciaux, puisque leur taux de lecture de ces documents est toujours supérieur à 60 %.

Mais, si l'on excepte ces trois dernières régions où l'on semble lire plus qu'ailleurs, les huit autres régions se classent dans des ordres à peu près inverses selon qu'il s'agit de la lecture des journaux nationaux ou de celle des documents commerciaux.

### **3° Conclusions sur l'influence globale de l'information écrite**

En résumé, en matière d'élevage et de production fourragère, l'influence de la presse et plus généralement de la documentation écrite sur les éleveurs est nettement inférieure à la diffusion réelle de cette presse ou de ces documents. 85 % des éleveurs sont atteints au moins par un journal départemental, alors que 31 % seulement déclarent que leurs lectures leur ont effectivement servi à modifier une technique d'élevage. Un éleveur sur quatre cherche réellement à se documenter par cette voie sur les techniques d'élevage ou d'alimentation et un sur vingt-cinq sur les techniques de culture de l'herbe, ce qui est extrêmement faible.

Peut-être cela tient-il au fait que les articles traitant de ces questions sont nettement minoritaires en nombre, tant dans la presse nationale que dans la presse régionale et que l'éleveur n'est pas habitué à y trouver, tout au moins au moment où il la recherche, la réponse à la question qu'il se pose.

Mais plus probable est le fait que, dans leur majorité, les éleveurs n'ont pas été sensibilisés à l'existence de solutions aux problèmes qui sont les leurs et surtout de solutions qui soient à leur portée. Pour réussir une telle sensibilisation, l'écrit ne suffit pas. Il faut un contact personnel de la part de « celui qui sait ». Il faut une information orale.

## II. - L'INFORMATION ORALE

### 1° Les techniciens

Combien d'éleveurs reçoivent régulièrement (c'est-à-dire plusieurs fois par an) la visite d'au moins un technicien agricole ? 305 sur les 966 questionnés, soit 31,5 %.

D'où viennent ces techniciens ?

— de la Chambre d'Agriculture ou d'un Groupement de Développement Agricole .....	37,5 %
— d'une coopérative .....	26,5 %
— d'un C.E.T.A. ....	4 %
— d'autres organismes .....	32 %

Le pourcentage d'éleveurs recevant la visite d'au moins un conseiller varie énormément selon la technicité des groupes comme il fallait s'y attendre, mais aussi, du simple au double, selon que les exploitants ont leur avenir assuré ou non :

T <sub>1</sub> : 70 %	A <sub>1</sub> : 42 %
T <sub>2</sub> : 28 %	A <sub>2</sub> : 35 %
T <sub>3</sub> : 8 %	A <sub>3</sub> : 17 %

Dans leur très grande majorité, les éleveurs sans successeur ne recherchent donc pas la fréquentation des techniciens agricoles.

Dans les différents groupes, la répartition des techniciens selon leur appartenance (1) est à peu près la même : il ne semble donc pas qu'il existe de relations privilégiées de l'un ou l'autre des organismes employeurs de techniciens avec l'un ou l'autre des groupes d'éleveurs.

---

14 (1) Mis à part les techniciens de CETA qui ne se rencontrent évidemment que dans le groupe T<sub>1</sub>.

Entre régions, la fréquentation des techniciens varie de 48 % à 18 % quand on passe du Plateau lorrain ou Bocage ornais :

Littoral morbihanais .....	35 %
Choletais .....	27 %
Bocage ornais .....	18 %
Barrois .....	42 %
Plateau lorrain sud .....	48 %
Plateau moyen du Jura .....	24 %
Bresse .....	25 %
Nivernais central .....	24 %
Plateau de Millevaches .....	26 %
Haut-Limousin .....	30 %
Coteaux du Gers .....	46 %

Une série de questions avaient pour but de cerner l'idée que les éleveurs se font des conseillers. Ces questions étaient introduites par la phrase : « *Des éleveurs nous ont donné les opinions suivantes du conseiller. Avec lesquelles êtes-vous d'accord ?* ». Suivaient sept propositions auxquelles les éleveurs devaient répondre par « *D'accord* », « *Pas d'accord* » ou « *Je ne sais pas* ».

Une seule proposition a recueilli l'approbation d'une majorité d'éleveurs :

1. « *Ça vaut la peine de discuter avec lui* ».

En effet, les réponses ont été les suivantes :

— <i>d'accord</i> .....	57 %
— <i>pas d'accord</i> .....	2 %
— <i>ne sait pas</i> .....	43 %

Dans toutes les régions et dans tous les groupes, les réponses « *Pas d'accord* » sont l'exception. La proportion de réponses « *Ne sait pas* » varie par contre assez fortement et ces variations sont plus importantes d'une région à l'autre que d'un groupe à l'autre.

Ces réponses confirment ce qui avait été ressenti lors d'enquêtes antérieures : il est rare qu'un technicien se voie refuser la discussion par un éleveur à partir du moment où il semble s'intéresser à ses préoccupations.

Mais il n'en reste pas moins que la proportion de réponses « *Ne sait pas* » est impressionnante : on peut en conclure que près de la moitié des éleveurs n'ont jamais eu l'occasion de se faire une opinion sur ce que pourrait leur apporter le contact d'un conseiller agricole.

Aux six autres propositions d'ailleurs, les pourcentages de « sans avis » dans les réponses furent respectivement de 43, 53, 53, 53, 56 et 61 %. Ceci montre bien que la façon dont ces propositions étaient formulées, favorable au technicien pour les unes, critique pour les autres, n'est pas en cause, mais qu'il s'agit d'une véritable méconnaissance à la base du rôle des techniciens.

Voyons maintenant de quelle façon les éleveurs qui se sont prononcés ont répondu aux six propositions suivantes.

Deux d'entre elles ont reçu des marques d'approbation en proportions beaucoup plus élevées que les marques de désaccord. Ce sont les suivantes :

	<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>
2. « <i>Le technicien est vraiment au service des agriculteurs</i> » .....	38 %	8 %
3. « <i>On n'a pas le temps de suivre tout le progrès : heureusement, les techniciens sont là pour nous conseiller</i> » .....	34 %	10 %

Pour ces deux propositions, les réponses positives l'emportent sur les négatives quels que soient le niveau technique ou l'âge des groupes considérés. De même, la proposition « *heureusement, les techniciens sont là pour nous conseiller* » est approuvée plus que désapprouvée dans toutes les régions sans exception, alors que la proposition « *le technicien est vraiment au service des agriculteurs* » est contestée par la moitié des éleveurs ayant exprimé leur point de vue dans le Plateau de Millevaches et même par une majorité d'entre eux dans le Choletais. De toute façon, il s'agit de deux régions où les pourcentages d'avis exprimés sur cette proposition sont très faibles : 19 % et 33 %.

Deux autres propositions ont été plus approuvées que désapprouvées, mais il s'agissait hélas d'opinions assez critiques :

	<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>
4. « <i>Le conseiller est très fort en théorie, mais ce qu'il dit n'est pas réalisable</i> » .....	35 %	22 %

5. « On ne peut pas l'avoir autant qu'on veut, car on ne peut le déranger pour de petits problèmes » ..... 24 % 15 %

Notons que la proposition « *Le conseiller est très fort en théorie...* » est l'une de celles qui a reçu le plus de réponses exprimées : 57 %. Peut-être est-ce dû au fait qu'il s'agit d'une vieille opinion, toujours bien enracinée dans les campagnes.

On est surpris de voir que cette opinion affecte encore un pourcentage appréciable d'éleveurs du groupe T<sub>1</sub>, bien que, dans ce groupe, on ait cependant recueilli un nombre plus important de réponses « *pas d'accord* » — mais seulement dans ce groupe :

	<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>		<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>
T <sub>1</sub> .....	31 %	37 %	A <sub>1</sub> .....	34 %	27 %
T <sub>2</sub> .....	34 %	24 %	A <sub>2</sub> .....	31 %	27 %
T <sub>3</sub> .....	40 %	13 %	A <sub>3</sub> .....	40 %	13 %

On remarquera aussi que cette opinion reste répandue aussi bien chez les moins de 40 ans (A<sub>1</sub>) que chez les plus âgés (A<sub>2</sub>) et que l'incertitude de l'avenir (A<sub>3</sub>) accentue encore le manque de crédibilité du technicien.

L'analyse des réponses à la proposition « *...on ne peut le déranger pour de petits problèmes* », réalisée en prenant en considération les groupes techniques ou d'âge et d'avenir amène à des constatations identiques. Les marques de désaccord ne sont relativement importantes (29 %) que dans le groupe T<sub>1</sub>, alors qu'elles ne sont exprimées qu'à 10 % dans le groupe A<sub>3</sub>.

	<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>		<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>
T <sub>1</sub> .....	19 %	29 %	A <sub>1</sub> .....	28 %	17 %
T <sub>2</sub> .....	28 %	12 %	A <sub>2</sub> .....	24 %	18 %
T <sub>3</sub> .....	16 %	8 %	A <sub>3</sub> .....	24 %	10 %

Une sixième proposition a reçu un nombre à peu près égal de réponses « *d'accord* » et « *pas d'accord* » :

	<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>
6. « <i>Le conseiller n'est pas assez proche des gens</i> » .....	23 %	24 %

Mais il est important de prendre le second de ces chiffres dans sa signification absolue : 24 % seulement des éleveurs ont le sentiment que les conseillers — ou les organismes qui les emploient — font des efforts suffisants pour entrer en contact avec eux. Les différences entre groupes se retrouvent bien sûr dans le même sens que pour les deux propositions précédentes : seul le groupe T<sub>1</sub> exprime un désaccord relativement important (38 %) avec l'opinion « *Le conseiller n'est pas assez proche des gens* ». Mais le fait que 27 % des éleveurs de ce groupe T<sub>1</sub> restent cependant d'accord est significatif.

Enfin, la septième et dernière proposition, peut-être exprimée de façon trop optimiste, est celle qui a recueilli le plus de marques de désaccord :

	<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>
7. « <i>Les agriculteurs qui le consultent font des départs foudroyants avec lui</i> » .....	17 %	30 %

Quel que soit le groupe, les réponses « *pas d'accord* » dominent, l'écart étant évidemment plus important dans les groupes T<sub>3</sub> et A<sub>3</sub> que dans les autres groupes.

	<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>		<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>
T <sub>1</sub> .....	27 %	34 %	A <sub>1</sub> .....	18 %	29 %
T <sub>2</sub> .....	17 %	31 %	A <sub>2</sub> .....	18 %	30 %
T <sub>3</sub> .....	9 %	30 %	A <sub>3</sub> .....	14 %	34 %

Par contre, là encore, on voit que l'âge n'influence pas la réponse des éleveurs.

Une dernière question relative aux techniciens était la suivante : « *Vous est-il déjà arrivé de regretter d'avoir écouté un conseiller ?* ».

Les réponses positives se limitent à 4 % en moyenne, allant selon les régions de 0 à 9 %. Entre les groupes, ce sont évidemment ceux qui sont le plus en rapport avec les techniciens, donc les groupes T<sub>1</sub> et A<sub>1</sub>, chez lesquels on enregistre le plus de réponses positives, respectivement 8 % et 7 % : ceux



qui ne consultent pas le technicien n'ont aucune chance d'avoir à s'en plaindre. Mais la grande majorité des éleveurs du groupe T<sub>1</sub> parmi lesquels, rappelons-le, 70 % reçoivent la visite des techniciens n'ont qu'à s'en féliciter.

Comme nous l'avons déjà souligné, il n'est pas dans notre propos d'analyser ici les différences entre régions dans les réponses à cet ensemble de questions. Notons cependant, une fois de plus, qu'elles peuvent être considérables, comme en témoignent ces quelques chiffres portant sur les réponses à la proposition « *Le conseiller est très fort en théorie, mais ce qu'il dit n'est pas réalisable* » :

	<i>d'accord</i>	<i>pas d'accord</i>
Plateau lorrain .....	11 %	53 %
Bresse .....	59 %	22 %
Choletais .....	52 %	11 %
Plateau de Millevaches .....	19 %	2 %

Les réponses des éleveurs d'une région ne peuvent être analysées que dans le contexte de cette région, et les lecteurs intéressés par ces particularismes pourront se reporter aux rapports régionaux (1).

En résumé, il apparaît que si la proportion d'éleveurs effectivement conseillés par un technicien n'est guère supérieure à 30 %, ces éleveurs privilégiés font confiance à ce technicien et sont en majorité satisfaits des services qu'il leur apporte, à cette réserve près qu'ils désiraient le voir plus souvent.

Sans aller jusqu'à prétendre que tous les éleveurs souhaitent spontanément être conseillés par des techniciens, on peut retenir de cette enquête le chiffre de 57 % des éleveurs qui déclarent que « *ça vaut la peine de discuter avec lui* », chiffre qui est donc presque le double de celui des éleveurs qui bénéficient effectivement de cette possibilité de discussion. Encore les autres n'ont-ils aucun élément pour se faire une opinion, ce qui est la seule explication du nombre anormalement élevé des réponses « *je ne sais pas* » aux appréciations proposées sur l'action des techniciens.

## 2° Les réunions

Une source d'information orale offerte aux éleveurs, non plus à titre individuel mais par groupes plus ou moins importants, est constituée par les diverses réunions organisées par les organismes agricoles.

On a demandé aux éleveurs touchés par l'enquête à quel genre de réunion ils allaient. 50 % des éleveurs ont répondu qu'ils se déplaçaient pour assister à des réunions dont les différents organismes agricoles sont responsables dans les proportions suivantes :

— C.E.T.A. ....	5 %
— Chambres d'Agriculture ou Groupements de Développement Agricole .....	33 %
— Coopératives .....	32 %
— Syndicats agricoles .....	30 %

Toutes ces réunions n'ont pas pour but la vulgarisation de techniques nouvelles : ce n'est pas l'objet de celles qu'organisent les syndicats et parmi les réponses qui citent la coopérative, un bon nombre désignent des réunions d'actionnaires.

On peut donc dire qu'un éleveur sur deux va assister à des réunions patronnées par des organismes agricoles et que, en estimant que la moitié des réunions de coopératives abordent des problèmes techniques, ces éleveurs reçoivent au plus deux fois sur trois des informations techniques ou tout au moins des échos du progrès.

La question se poursuivait en demandant aux éleveurs : « *Qu'est-ce que cela vous apporte ?* » Les réponses ont été, dans leur grande majorité, très évatives, l'une des plus couramment recueillies étant : « *On se tient au courant* ».

En fait, ces réunions qui pourraient et voudraient susciter l'intérêt d'éleveurs n'ayant pas ou ayant peu d'autres sources d'information rassemblent en grande majorité des éleveurs pour qui elles ne sont qu'un moyen supplémentaire de s'informer dont ils ne veulent pas se priver. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

	T <sub>1</sub>	T <sub>2</sub>	T <sub>3</sub>
Assistent à des réunions .....	75 %	52 %	33 %
Assistent à des réunions à caractère technique ..	47 %	27 %	14 %

Entre les régions, les écarts sont assez désordonnés si l'on considère l'ensemble des réunions ; si l'on s'en tient à celles qui ont un caractère technique, les régions se regroupent en fonction de leur plus ou moins grande ouverture vis-à-vis de la vulgarisation technique, telle qu'elle a pu transparaître dans les chapitres précédents.

### 3° Les fournisseurs

La question suivante a été posée aux éleveurs : « Vos fournisseurs vous donnent-ils des conseils utiles ? »

Cette question portait sur trois types de produits précisés par l'enquêteur :

- les semences,
- les engrais,
- les aliments du bétail.

Le détail des réponses affirmatives (%) selon les régions est le suivant :

	<i>Semences</i>	<i>Engrais</i>	<i>Aliments du bétail</i>
Littoral morbihanais .....	50	40	45
Choletais .....	69	69	69
Bocage ornais .....	53	53	53
Barrois .....	60	54	51
Plateau lorrain sud .....	86	86	86
Plateau moyen du Jura .....	40	43	38
Bresse .....	84	81	81
Nivernais central .....	68	64	55
Plateau de Millevaches .....	45	45	47
Haut-Limousin .....	41	44	39
Coteaux du Gers .....	69	67	44
Moyenne .....	62	60	56

On voit que dans la majorité des régions, les conseils des fournisseurs sont considérés comme utiles par plus de la moitié des éleveurs. Seuls le Plateau moyen du Jura, le Plateau de Millevaches et le Haut-Limousin font exception avec des pourcentages de réponses positives allant de 38 à 47 % selon les régions et les produits. Il faut leur ajouter le Morbihan pour les engrais et les aliments du bétail, et le Gers pour les aliments du bétail seulement.

On ne trouve pas d'écarts aussi importants entre les éleveurs des différents groupes. Dans tous les groupes, on a recueilli plus de 50 % de réponses satisfaites à propos des conseils que donnent les fournisseurs, que ces conseils concernent les semences, les engrais ou même les aliments du bétail (seule exception, pour ce dernier article : les éleveurs de plus de 40 ans sans successeur (A<sub>3</sub>) dont les réponses positives n'atteignent que 49 %).

La bonne cote des fournisseurs étant un point acquis, il était bon de se demander dans quelle mesure les exploitants jugent ces conseils utiles pour eux-mêmes. Ne sont-ils pas bons que pour le voisin ? Pour préciser l'influence effective des directives des fournisseurs, on a adjoint cette question à la question précédente :

« Tenez-vous compte de ces conseils ? »

Les éleveurs avaient le choix entre les réponses suivantes : « toujours », « quelquefois », « rarement » ou « jamais ».

Les résultats enregistrés sur l'ensemble des onze régions sont les suivants :

— toujours .....	19 %
— quelquefois .....	39 %
— rarement .....	5 %
— jamais .....	5 %
— ne sait pas ou ne se prononce pas ....	32 %

On retrouve bien la proportion d'environ 60 % d'éleveurs qui jugent utiles les conseils de leurs fournisseurs, mais on remarque la part importante des opinions réservées. Il se confirme que les fournisseurs sont des gens qui ont une emprise très forte sur les éleveurs, mais ces derniers ne veulent pas laisser paraître qu'ils leur font trop confiance. On ne trouve pas de variations sensibles d'un groupe à l'autre.

Par contre, on retrouve aussi les variations régionales importantes en particulier dans le Doubs où la proportion de réponses « jamais » atteint 20 % ; les éleveurs du Plateau de Millevaches ont, eux, plutôt reporté leurs suffrages vers la réponse « rarement » (17 %).

Ces résultats appellent quelques commentaires. Parmi les personnes susceptibles de donner des conseils, les fournisseurs sont les seuls à qui les

éleveurs soient obligés de faire appel, et ceci plusieurs fois par an. Comme ces fournisseurs ont la confiance d'au moins 60 % de leurs clients éleveurs, ils représentent à coup sûr le levier le plus efficace soit pour les amener à changer d'habitudes en leur proposant de nouvelles techniques ou de nouveaux produits, soit pour freiner leur évolution en leur proposant toujours les mêmes produits et toujours les mêmes techniques. D'après les résultats techniques moyens observés dans les régions enquêtées (chargements en animaux assez faibles, emploi d'engrais également faible sur prairies), il ne semble pas que la valeur technique des conseils des fournisseurs soit équivalente à celle des techniciens dont nous avons étudié l'influence plus haut. Il ne semble pas non plus que les techniciens, étant donné leur faible taux de fréquentation, bénéficient du « trop-plein » des fournisseurs quand ceux-ci ne peuvent répondre aux questions posées par l'éleveur. Ceci peut être dû au fait que le fournisseur n'estime pas nécessaire d'envoyer l'éleveur vers quelqu'un de plus compétent : sa tâche étant avant tout de vendre, il lui suffit de fournir à l'éleveur quelque chose qu'il ait effectivement en magasin. Ceci peut aussi tenir au fait que le technicien ne trouve pas assez de temps à consacrer aux « nouveaux » qui pourraient lui être ainsi adressés.

#### 4° Les autres éleveurs

Un dernier volet de l'information orale concerne l'influence que peut avoir sur un éleveur l'opinion d'un autre éleveur.

Deux questions portaient sur ce sujet. On demandait aux éleveurs : « *A votre avis, les échanges et discussions entre éleveurs valent-ils des réunions techniques ?* »

- 65 % des éleveurs sont de cet avis ;
- 15 % sont d'un avis contraire ;
- 20 % ne se prononcent pas.

La deuxième question prolongeait la première en demandant : « *A votre avis, ça rapporterait beaucoup s'il existait chez vous des petits groupes d'agriculteurs où l'on pourrait discuter de la conduite du troupeau, des fourrages, etc. ?* »

Les éleveurs ont répondu :

- *oui* ..... 60 %
- *non* ..... 15 %
- *ne sait pas* ..... 25 %

En face de ces deux questions, les réponses positives sont largement majoritaires quelles que soient les régions ou les groupes considérés. A la deuxième question, les éleveurs les plus au fait des techniques nouvelles (ceux des groupes T<sub>1</sub> et A<sub>1</sub>) sont encore plus nombreux que les autres à répondre par l'affirmative (respectivement 72 et 69 %).

Une troisième question concernait les rapports entre éleveurs, mais ne faisait pas intervenir cette fois-ci les discussions en groupes. Il s'agissait de la valeur d'exemple des réalisations concrètes des éleveurs : « *A votre avis, quand on voit des voisins changer, cela aide à se décider ?* »

Cette question a reçu les réponses suivantes :

— <i>oui</i> .....	64 %
— <i>non</i> .....	21 %
— <i>ne sait pas</i> .....	15 %

Cette opinion prévaut dans toutes les régions et quel que soit le groupe considéré.

Cette question et les réponses qu'elle a reçues sont à rapprocher d'un chapitre traité plus loin et où les éleveurs donnent leur avis à propos des références régionales.

## **5° Conclusions sur l'influence des informations orales**

L'enquête met en évidence l'influence très positive des techniciens sur les éleveurs qui ont la chance de pouvoir les rencontrer, mais qui ne sont hélas guère plus de 30 %.

Une proportion presque égale d'éleveurs (27 %) souhaiteraient pouvoir s'entretenir avec un technicien. Mais il reste 43 % des éleveurs qui n'ont pas eu l'occasion de se faire une opinion, ce qui est considérable.

Les réunions, tout au moins celles qui ont un caractère technique, touchent surtout les éleveurs ayant déjà des contacts avec les techniciens. Elles ne permettent guère, en fait, de toucher de nouvelles catégories d'éleveurs. On retrouve à peu près le chiffre de 30 % qui représente la « clientèle » des techniciens.

Les fournisseurs ont un impact beaucoup plus large grâce au fait que leurs contacts avec les éleveurs sont systématiques. Leur influence est grande puisque, en moyenne, 60 % des éleveurs trouvent leurs conseils utiles et en tiennent compte.

Quant aux éleveurs entre eux, il apparaît que des échanges et discussions soit spontanés, soit organisés en petits groupes seraient, s'ils étaient plus fréquents, le moyen le plus efficace de transmission des connaissances. Tel est tout au moins l'avis de 65 % d'entre eux, mais il reste encore un tiers de réticents ou d'éleveurs sans opinion sur l'influence de tels contacts.

On peut bien sûr s'interroger sur l'efficacité des différentes voies d'information orale. Le cas des techniciens, comme celui des fournisseurs, a été suffisamment analysé dans le corps de l'enquête. Par contre, on ne peut que faire des hypothèses sur ce que pourraient réellement apporter, en matière de progrès fourrager, des contacts ou des réunions exclusivement entre éleveurs : ou bien les éleveurs du niveau « T<sub>1</sub> » entraîneront les autres, s'ils sont en nombre suffisant, ou bien leur efficacité risque d'être très réduite s'ils sont noyés dans la masse. Il est un fait que dès maintenant, sur le terrain, les réalisations des éleveurs qui évoluent sont des données dont leurs voisins tiennent de plus en plus compte.

### III. - LES RÉFÉRENCES RÉGIONALES

Il est une présentation des acquis de la technique, en matière d'élevage comme dans d'autres domaines, à laquelle les éleveurs sont, ou plutôt seraient en matière de fourrage, très sensibles. Il s'agit des essais ou démonstrations installés près des éleveurs, sous leurs yeux.

Cinq propositions étaient soumises aux éleveurs pour leur faire préciser quel genre de démonstration sur le terrain leur paraissait la plus convaincante. Ces propositions étaient énumérées l'une après l'autre, précédées de la phrase d'introduction suivante : « *Dans votre région, les éleveurs adoptent de nouvelles techniques à condition qu'elles soient :* »

La première proposition était d'ordre général : « *Bien expérimentées dans la région* » :

67 % des éleveurs ont répondu « *oui* »,  
9 % des éleveurs ont répondu « *non* »,  
24 % ne se sont pas prononcés.

Cette prise de position très nette est très intéressante. Mais plus intéressante encore est la comparaison entre les différents groupes sur ce sujet : aucun ne s'éloigne beaucoup de la moyenne.

T <sub>1</sub>	68 %	A <sub>1</sub>	71 %
T <sub>2</sub>	69 %	A <sub>2</sub>	68 %
T <sub>3</sub>	63 %	A <sub>3</sub>	61 %

La visite d'expérimentations régionales constitue en fait le seul type d'action auquel souscrivent une majorité d'éleveurs considérés comme ayant un niveau technique moyen ou faible.

Les quatre autres propositions aident à préciser dans quel cadre ces essais régionaux seraient le mieux accueillis.

Les deux premières d'entre elles concernent les techniques essayées chez des éleveurs :

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>ne sait pas</i>
« ... essayées chez des éleveurs comme vous » .....	53 %	16 %	31 %
« ... essayées par des éleveurs de pointe »	39 %	28 %	33 %

A cette différence générale de confiance en fonction du niveau technique des éleveurs chez qui de telles démonstrations pourraient être installées, se superpose une gradation dans l'approbation des éleveurs selon le groupe auquel ils appartiennent.

		T <sub>1</sub>	T <sub>2</sub>	T <sub>3</sub>	A <sub>1</sub>	A <sub>2</sub>	A <sub>3</sub>
« ... chez des éleveurs comme vous ? » . . . .	oui	61 %	59 %	47 %	63 %	57 %	47 %
	non	14 %	18 %	16 %	14 %	18 %	14 %
« ... chez des éleveurs de pointe ? » . . . . .	oui	50 %	38 %	29 %	52 %	34 %	34 %
	non	25 %	30 %	30 %	26 %	31 %	23 %

Cependant, dans aucun groupe les opinions défavorables ne l'emportent véritablement sur les opinions favorables, quelle que soit la proposition concernée ; seul le groupe T<sub>3</sub> est partagé à propos des essais réalisés par des éleveurs de pointe. Mais, dans ce même groupe T<sub>3</sub>, cet équilibre disparaît à propos des essais réalisés par des éleveurs « comme eux », pour lesquels apparaît une majorité très nette de réponses favorables.



Il est intéressant de constater que 29 à 47 % des éleveurs de T<sub>3</sub>, dont nous avons vu qu'ils étaient difficiles à atteindre par le Développement, seraient prêts à venir toucher du doigt chez d'autres éleveurs des améliorations techniques obtenues dans des conditions voisines des leurs. On peut aussi espérer que les hésitations de bon nombre d'éleveurs sans opinion seraient vaincues sous l'influence de voisins décidés à les emmener voir de tels essais.

Les éleveurs de tous les autres groupes sont en majorité favorables aux essais réalisés chez d'autres éleveurs.

Les deux dernières propositions ont trait aux techniques essayées ailleurs que chez des éleveurs :

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>ne sait pas</i>
« ... techniques essayées par des services officiels ? » .....	26 %	28 %	46 %
« ... techniques essayées par des maisons commerciales ? » .....	19 %	32 %	49 %

On peut estimer qu'il y a pratiquement autant d'éleveurs favorables aux essais officiels que d'éleveurs qui n'auraient pas confiance dans ces essais, alors que la majorité des éleveurs qui se sont prononcés ont déclaré qu'ils n'étaient pas influencés a priori par les essais des maisons commerciales.

A propos des essais des services officiels, les réponses varient assez fortement selon les groupes, puisque les « oui » ne l'emportent que pour T<sub>1</sub> et A<sub>1</sub>.

	<i>oui</i>	<i>non</i>		<i>oui</i>	<i>non</i>
T <sub>1</sub> .....	37 %	31 %	A <sub>1</sub> .....	38 %	32 %
T <sub>2</sub> .....	23 %	31 %	A <sub>2</sub> .....	26 %	31 %
T <sub>3</sub> .....	17 %	27 %	A <sub>3</sub> .....	20 %	18 %

alors que, vis-à-vis des essais des maisons commerciales, la réserve des éleveurs se retrouve en majorité quels que soient les groupes de niveau technique, d'âge ou d'avenir différents :

	<i>oui</i>	<i>non</i>		<i>oui</i>	<i>non</i>
T <sub>1</sub> .....	27 %	35 %	A <sub>1</sub> .....	28 %	37 %
T <sub>2</sub> .....	16 %	35 %	A <sub>2</sub> .....	17 %	37 %
T <sub>3</sub> .....	12 %	28 %	A <sub>3</sub> .....	13 %	22 %

En résumé, alors que les éleveurs de tous les groupes sont favorables à la réalisation d'essais chez des éleveurs, et surtout chez des éleveurs « comme eux », seuls ceux des groupes T<sub>1</sub> et A<sub>1</sub> sont enclins à se laisser influencer par des essais réalisés ailleurs que chez des agriculteurs, à condition que le maître d'œuvre soit un organisme officiel.

Ces résultats sont à rapprocher d'une question traitée au chapitre de l'information transmise entre éleveurs, d'où il ressortait fortement que « *voir des voisins changer, cela aide à se décider* ».

Le « coup d'œil par-dessus la haie » remplace, à l'heure actuelle, la visite de champs d'essais « grandeur nature » qui sont beaucoup trop peu nombreux.

#### IV. - DÉLAI D'ADOPTION DE LA NOUVEAUTÉ

Après avoir passé en revue les différents moyens dont disposent (ou non) les éleveurs pour se tenir au courant des progrès techniques dans le domaine des productions fourragères, il est intéressant de considérer quel est le temps de latence qui sépare, chez un éleveur, la découverte d'une technique et son application.

##### 1° La prudence dans la pratique

La question était posée d'une manière directe : « *Pour adopter une nouvelle technique fourragère ou liée à l'élevage, faites-vous totalement confiance aux conseils reçus sans l'essayer d'abord sur une petite surface ?* »

Les réponses ont été les suivantes :

— <i>oui</i> .....	17 %
— <i>non</i> .....	60 %
— « <i>cela dépend</i> » ou « <i>sans objet</i> » ou « <i>ne sait pas</i> » ..	23 %

Même en tenant compte du fait que l'absence de références directement utilisables est de nature à freiner les éleveurs, ce résultat indique bien une tendance fondamentale à la circonspection. Tous les groupes sans exception ont d'ailleurs répondu dans le même sens. Il en est de même pour les régions dans leur ensemble.

## 2° Considérations générales sur la prudence souhaitable

Le sujet était présenté cette fois-ci aux éleveurs d'une façon plus indirecte : « *Lesquels ont raison, d'après vous, parmi les éleveurs qui suivent le progrès :* »

- *ceux qui le suivent tout de suite ?* ..... 25 %
- *ceux qui le suivent un peu après ?* ..... 46 %
- *ceux qui le suivent avec une grande prudence et plus tard ?* » 13 %

Dans tous les groupes, la proposition « *un peu après* » est la plus souvent choisie. Sa fréquence est toutefois nettement plus grande dans les groupes T<sub>1</sub> et T<sub>2</sub> (56 et 60 %) que dans le groupe T<sub>3</sub> (42 %). La proposition « *tout de suite* » est évidemment approuvée surtout par le groupe T<sub>1</sub> (37 %) alors que T<sub>2</sub> et T<sub>3</sub> diffèrent peu (24 et 25 %).

Enfin, comme il fallait s'y attendre, la proposition « *avec une grande prudence et plus tard* » trouve d'autant plus d'adeptes que l'on a affaire à un groupe caractérisé par une note technique plus faible : T<sub>1</sub> = 7 %, T<sub>2</sub> = 16 %, T<sub>3</sub> = 32 %.

Les comportements sont très différents d'une région à l'autre comme le montrent ces trois cas typiques :

	<i>Plateau lorrain</i>	<i>Choletais</i>	<i>Bocage ornais</i>
« ... <i>tout de suite</i> » .....	64 %	5 %	2 %
« ... <i>un peu après</i> » .....	35 %	74 %	56 %
« ... <i>plus tard</i> » .....	1 %	21 %	42 %

Ceci illustre bien la diversité des comportements régionaux auxquels le Développement doit savoir s'adapter s'il veut être efficace.

## CONCLUSIONS

Quels enseignements généraux peut-on tirer des résultats de cette enquête, qui puissent aider à améliorer le passage de l'information en matière fourragère ?

Quelques remarques d'ordre général s'imposent au préalable.

Tout d'abord, le *mode de dépouillement* général utilisé, qui s'appuie sur deux critères de classement des réponses : ouverture technique et sociale des exploitants (T) d'une part, avenir et âge des exploitants (A) d'autre part, ne permet pas, pour le thème « information fourragère » qui fait l'objet du présent article, de tirer des enseignements très inattendus par rapport à ceux fournis par l'examen des moyennes générales calculées sur la totalité des réponses à chaque question. Il est logique en particulier que le classement des exploitants selon le premier critère dit « technique » (T), compte tenu de son mode de détermination, confirme des comportements distincts face à l'information. Un résultat différent aurait conduit à remettre en cause la pertinence de cette note « d'ouverture technique et sociale ». Ce qui ne semble donc pas être le cas.

Le second critère « âge et avenir » (A), éclairant pour l'étude d'autres aspects abordés dans l'enquête, est lui aussi, mais à un degré moindre, parfois redondant dans cette partie ayant trait à l'information, dans la mesure où la nature des réponses à certaines questions suppose l'existence ou non de « projets » de la part des agriculteurs. Il était évident qu'un agriculteur âgé, n'ayant pas de successeur, n'aurait pas le même comportement qu'un agriculteur qui a confiance dans l'avenir de son exploitation. Leurs « demandes » en matière d'informations ne peuvent être que différentes. Il est néanmoins intéressant de nuancer cette analyse en soulignant l'influence de l'âge de l'exploitant, indépendamment de l'avenir de son exploitation, sur la réponse à certaines questions ayant trait, par exemple, à « *l'intérêt de discussions entre éleveurs* ». Le groupe des éleveurs ayant moins de 40 ans se déclare en effet plus attentif aux informations « vécues » par d'autres éleveurs.

Une autre remarque d'ordre général, qui doit conduire les responsables du passage de l'information à se poser à leur tour des questions, concerne le pourcentage relativement élevé des réponses classées dans la rubrique « *ne sait pas* » (NSP). Cette rubrique, très commode pour les statisticiens, regroupe en fait des comportements très divers. Ces comportements peuvent s'expliquer, soit par une allergie au procédé d'enquête, soit par l'incompréhension de certaines questions mal posées (la mise à l'épreuve préalable du questionnaire permet de réduire ce risque, mais non de le supprimer totalement), soit encore par l'hésitation à donner une réponse trop précise ne permettant pas de nuancer un jugement (défaut commun à tous les questionnaires d'enquête), hésitation qui se confond alors avec un refus de prendre position.

Il serait regrettable de ne pas chercher à lever cette indétermination et à mieux préciser le comportement de cette frange d'éleveurs qui n'ont pu ou voulu s'exprimer sur des aspects de la diffusion de l'information telle qu'elle est actuellement conçue. Cette remarque devrait inciter les responsables de l'information à reprendre certaines questions de l'enquête, afin d'en mesurer la pertinence et d'en imaginer éventuellement des formulations plus précises et plus détaillées.

Enfin, une troisième remarque sur les résultats de cette partie de l'enquête concerne la *diversité régionale* observée dans les comportements des éleveurs qui se sont prononcés. Les problèmes que pose le passage de l'information ne sont certainement pas indépendants des politiques d'encadrement technique, des résultats technico-économiques des exploitations, des problèmes spécifiques restant à résoudre, situations qui doivent, d'une région française à l'autre, apporter un éclairage explicatif sur les points forts ou les points faibles des méthodes de vulgarisation mises en œuvre. Dans cette présentation générale des résultats, il n'a pas été possible d'exploiter complètement les particularismes régionaux qui mériteraient d'être examinés de façon plus approfondie par les organismes départementaux concernés auxquels cette enquête apporte, en fait, des informations précieuses.

Après ces remarques d'ordre méthodologique, il est intéressant de dégager quelques éléments de réflexion sur les supports utilisés actuellement pour assurer le passage de l'information.

Tout d'abord la *presse* et les *réunions*. Moins d'un tiers des éleveurs (30 %) déclarent que les articles publiés dans la presse ont contribué à modifier leurs techniques. Un pourcentage voisin d'éleveurs (25 à 30 %) assistent à des réunions à caractère technique. Ces pourcentages sont faibles et l'enquête ne permet pas malheureusement de se prononcer sur la possibilité de mieux utiliser ces deux supports classiques pour améliorer le passage de l'information ou pour toucher davantage d'éleveurs. Mais on voit mal comment ces vecteurs de diffusion de l'information que sont la presse et les réunions pourraient, par leur seule existence, élargir leur audience tant que les éleveurs n'auront pas acquis une formation technique plus poussée (20 % seulement des éleveurs de l'échantillon ont reçu une formation agricole, y compris les stages dits « des 200 heures ») ou tant qu'ils n'auront pas été contactés plus massivement par les techniciens.

Les réponses relatives aux *techniciens* agricoles soulignent le rôle qu'il leur est demandé de jouer et permettent de préciser la façon dont ce rôle est perçu par les éleveurs : responsable de la vulgarisation, le technicien intervient directement dans l'application des résultats de la recherche susceptibles d'améliorer les résultats techniques et économiques des éleveurs. Il est intéressant de constater que cette opinion favorable du rôle du technicien est partagée par un nombre d'éleveurs très supérieur à celui des éleveurs qui ont des contacts suivis avec les techniciens. Les éleveurs, en effet, qui déclarent recevoir régulièrement la visite d'au moins un technicien agricole constituent 31,5 % de l'échantillon de l'enquête. Certaines critiques, formulées par près des deux tiers des éleveurs, ont trait au caractère trop théorique de la formation des techniciens (dont les compétences ne sont pas mises en doute), au fait que les techniciens ne sont « pas assez proches des gens », ne sont pas assez disponibles.

Les *fournisseurs de l'agriculture*, plus particulièrement dans le secteur des semences et de l'alimentation du bétail, restent très écoutés par les éleveurs et jouent donc un rôle très spécifique dans la diffusion des connaissances techniques. Une meilleure concertation entre ces derniers et les techniciens du Développement renforcerait certainement l'efficacité de l'encadrement technique actuel des éleveurs.

La réalisation d'« *essais régionaux* » intéresse près des deux tiers des éleveurs. Ce résultat mérite lui aussi réflexion. Il semble bien que de telles actions de démonstration conservent la faveur des éleveurs dans leur majorité et qu'elles mériteraient d'être réalisées partout où cela est possible. Il est probable que, par ce biais, les techniciens pourraient élargir leur audience en éveillant la curiosité des éleveurs actuellement « délaissés » et qui pourraient ainsi se tenir informés, apprécier concrètement la nature et la valeur des innovations techniques proposées. Ce mode de sensibilisation devrait sans doute permettre d'établir ultérieurement un dialogue plus enrichissant entre éleveurs et techniciens.

Le rôle déterminant de certains éleveurs eux-mêmes, dans le passage de l'information, ressort également de cette enquête. L'expérience personnelle des éleveurs utilisateurs d'innovations permettrait sans doute de prolonger les actions de sensibilisation évoquées précédemment. Une innovation replacée dans le contexte d'une exploitation devient plus « tangible » et donc plus « crédible ». Les avantages (comme les inconvénients) d'une innovation

technique risquent d'être perçus plus clairement. Ce procédé de transmission de l'information mériterait d'être revalorisé, car il contribue non seulement à éveiller l'intérêt des éleveurs qui sont plus en retrait face à certaines innovations, mais aussi à les aider à prendre des décisions, objectif final de l'information bien conçue.

Un effort important reste donc à faire pour simplement porter à la connaissance des éleveurs les innovations techniques proposées par les organismes de recherche. Comment en effet s'étonner du faible taux d'adoption de techniques nouvelles si celles-ci restent méconnues du plus grand nombre des éleveurs ? Pour être complète et dépasser le stade de la sensibilisation, l'information doit apporter également des éléments de réflexion pour faciliter le choix ou les décisions de l'éleveur. Il est intéressant de savoir que, pour atteindre ce but final, l'exemple du voisin est considéré comme jouant un rôle très important.

D. RAMPON, R. DESROCHES,  
A. HENTGEN et D. DATTEE,

*Association Française pour la Production Fourragère  
et Union Interprofessionnelle des Semences Fourragères.*